

NOTE PRÉSENTÉE DANS LE CADRE DES CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES 2026-2027

Présenté :

Au ministère des Finances du Québec

Par :

Service d'interprétation visuelle et tactile (SIVET)

Signez le
mouvement



<u>À PROPOS DU SIVET</u>	<u>2</u>
<u>INTRODUCTION</u>	<u>3</u>
<u>SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS</u>	<u>4</u>
<u>LES SERVICES D'INTERPRÉTATION EN LSQ : L'ACCESSIBILITÉ QUI GÉNÈRE DES RETOMBÉES DURABLES</u>	<u>5</u>
<u>VERS UNE OFFRE HARMONISÉE ET ÉQUITABLE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE</u>	<u>7</u>

À propos du SIVET

Le Service d'interprétation visuelle et tactile (SIVET) est un organisme à but non lucratif qui se consacre à offrir des services d'interprétation de haute qualité aux personnes sourdes, sourdes-aveugles et malentendantes francophones du Québec depuis plus de 30 ans. En tant que leader dans son domaine, le SIVET a pour mission de fournir un accès équitable à la communication, facilitant ainsi l'inclusion sociale, professionnelle et personnelle de cette population.

Avec près de 70 % de ses postes d'interprètes occupés à temps plein, le SIVET emploie le plus grand nombre d'interprètes à temps plein dans son secteur, garantissant ainsi une stabilité et une qualité de service exemplaires. Il dessert une clientèle diversifiée à travers plusieurs régions du Québec, offrant des services spécialisés en langue des signes québécoise (LSQ), en langue des signes québécoise tactile (LSQT) pour les personnes sourdes, sourdes-aveugles et malentendantes, et en oralisme, pour répondre aux différents besoins de communication. Son approche flexible et adaptable permet de soutenir les interactions des personnes sourdes, sourdes-aveugles et malentendantes dans des milieux variés, tels que les établissements de santé, les institutions éducatives, les milieux de travail et lors de divers événements communautaires.

Depuis sa création, le SIVET s'appuie sur des ressources humaines qualifiées et sur des technologies adaptées pour garantir des services fiables et accessibles. Il représente un choix privilégié tant pour les personnes ayant besoin de services d'interprétation que pour les interprètes eux-mêmes, qui bénéficient d'un environnement de travail soutenant leur développement professionnel et favorisant une approche éthique et respectueuse de la confidentialité et de la diversité des modes de communication.

En s'adaptant constamment aux nouvelles réalités de sa clientèle et en formant son personnel aux dernières pratiques en interprétation et en accessibilité, le SIVET se positionne comme un acteur essentiel dans le parcours d'autonomisation des personnes sourdes, sourdes-aveugles et malentendantes. En cela, il vise à renforcer leur capacité à s'exprimer et à participer pleinement à la société en toute dignité.

Les services régionaux d'interprétation au Québec

Actuellement, le Québec compte plusieurs Services régionaux d'interprétation (SRI), dont le SIVET, répartis dans différentes régions pour assurer un accès aux services d'interprétation adaptés aux besoins variés de la population, en santé, en éducation, dans le milieu de travail et au sein de diverses institutions. Chaque SRI répond aux demandes de services d'interprétation dans des contextes variés, que ce soit pour des rendez-vous médicaux, des formations, des procédures légales ou encore des événements communautaires.

- SIVET — Service d'interprétation visuelle et tactile
Régions desservies : Montréal | Laval | Montérégie | Laurentides | Lanaudières
- SRIEQ — Service Régional d'Interprétariat de l'Est du Québec
Régions desservies : Capitale-Nationale | Mauricie | Centre-du-Québec | Chaudière-Appalaches | Côte-Nord | Saguenay–Lac-Saint-Jean | Bas-Saint-Laurent | Gaspésie | Îles-de-la-Madeleine
- SIPSE — Service d'Interprétation pour Personnes Sourdes de l'Estrie
Régions desservies : Estrie
- SRIAT — Service régional d'interprétariat de l'Abitibi-Témiscamingue
Régions desservies : Abitibi-Témiscamingue

Introduction

Un an après la mise en place de Santé Québec, la promesse d'un réseau de la santé et des services sociaux plus accessible, plus humain et mieux coordonné demeure au cœur des attentes de la population québécoise.

Or, pour les personnes sourdes, sourdes-aveugles et malentendantes, cette promesse ne pourra se concrétiser pleinement sans un accès réel, équitable et durable aux services d'interprétation en langue des signes québécoise (LSQ). Ces services constituent une condition essentielle à l'exercice effectif du droit à la santé, à l'éducation, à l'emploi et à la justice, entre autres. Il est temps de s'assurer que la transformation du réseau inclut explicitement les personnes sourdes, sourdes-aveugles et malentendantes et que les mécanismes de financement, de gouvernance et de développement des services d'interprétation sont à la hauteur des besoins. Il est temps d'« envisager la santé de façon plus globale, intégrer la prévention et simplifier l'accès » pour tous¹.

La présente note prébudgétaire vise à rappeler l'importance des services d'interprétation en LSQ, à démontrer leur impact économique et social positif et à formuler des recommandations ciblées afin d'assurer leur pérennité, notamment par un meilleur financement, un appui au développement technologique et un investissement structurant dans la main-d'œuvre.

¹ *Plan 2025-2028 du réseau de la santé et des services sociaux*, Santé Québec. 2025.
https://sante.quebec/inc/documents/plan_strategique-one_pager.pdf

Sommaire des recommandations

Recommandation 1

Assurer un financement rehaussé, stable et structurant des services d'interprétation en LSQ afin de garantir un niveau de service adéquat pour les personnes sourdes, sourdes-aveugles et malentendantes, en couvrant l'ensemble des coûts réels associés :

- aux salaires et aux charges sociales ;
- aux déplacements et aux périodes creuses entre les affectations ;
- à la formation continue, au mentorat et au soutien clinique ;
- au développement, à l'implantation et au maintien d'outils technologiques, incluant l'interprétation à distance.

Recommandation 2

Mettre en place une approche de coordination ou de centralisation provinciale des services d'interprétation, en cohérence avec la logique de Santé Québec, afin de réduire les disparités régionales, d'optimiser l'allocation des ressources et d'assurer une couverture équitable sur l'ensemble du territoire.

Les services d'interprétation en LSQ : l'accessibilité qui génère des retombées durables

Les services d'interprétation en LSQ jouent un rôle central dans la réduction des barrières de communication auxquelles font face les personnes sourdes, sourdes-aveugles et malentendantes.

Des retombées économiques et sociales démontrées

Selon une analyse économique réalisée par la firme AppEco², chaque dollar investi dans les services d'interprétation en LSQ rapporte à l'État près de sept dollars en avantages économiques et sociaux.

Tableau 16. Impacts consolidés de l'analyse avantages-coûts

Avantages	
Littératie en santé	590 006 \$
Santé et bien-être	26 873 600 \$
Participation au marché du travail	27 792 212 \$
Plus haut niveau de scolarité	7 231 775 \$
Total - Avantages	62 487 593 \$
Coûts	
Coûts d'interprétation	6 218 760 \$
Coûts d'exploitation	3 032 290 \$
Total - Coûts	9 251 050 \$
Avantages nets	53 236 544 \$
Ratio avantages-coûts	6,8

Analyse de la contribution économique des services d'interprétation en langue des signes (LSQ), Firme AppEco. 27 septembre 2024. P. 23

Sans interprétation adéquate, les efforts visant à améliorer l'accès aux soins, à l'éducation ou aux services publics demeurent largement théoriques pour cette population. Et les avantages économiques sont nombreux :

- Les personnes sourdes, sourdes-aveugles et malentendantes présentent des taux de chômage et de sous-emploi d'environ 40 %³, contre près de 4 %⁴ pour la population générale. L'étude d'AppEco révèle qu'un meilleur accès aux services d'interprétation permettrait à 633 personnes d'intégrer le marché du travail, générant des retombées économiques annuelles évaluées à près de 28 M\$, notamment grâce à la hausse des revenus et à la diminution du recours aux prestations sociales.
- En santé, l'absence d'interprétation entraîne des délais supplémentaires, des erreurs de compréhension, des diagnostics tardifs et, ultimement, des coûts accrus pour le système. Les analyses disponibles estiment que les gains liés à l'amélioration de l'accès aux soins pour les personnes sourdes, sourdes-aveugles et malentendantes pourraient atteindre près de 27 M\$ par année.

² *Analyse de la contribution économique des services d'interprétation en langue des signes (LSQ)*, Firme AppEco. 27 septembre 2024. P. 23

³ *Taux de chômage*, Institut de la Statistique du Québec. 2023.

<https://statistique.quebec.ca/vitrine/egalite/dimensions-egalite/travail/taux-chomage?onglet=ensemble-de-la-population>

⁴ *L'emploi et l'employabilité*, Association des Sourds du Canada. 2015. <https://cad-asc.ca/fr/notre-travail/lemploi-et-lemployabilite/>

- En réduisant le décrochage scolaire et en facilitant l'accès aux études postsecondaires, les services d'interprétation contribuent à des parcours professionnels plus stables et à une participation accrue à l'économie. L'impact économique de cette inclusion éducative est évalué à 7,2 M\$ par an⁵.
- Dans le système judiciaire, les services d'interprétation permettent d'éviter des erreurs de procédure, des reports d'audience et des coûts majeurs liés à des interprétations inadéquates.

Des moyens à la hauteur de la mission

Le modèle de financement actuel fragilise les services d'interprétation. Entre 2018 et 2024, les coûts de fonctionnement ont augmenté de plus de 60 %⁶, alors que les subventions et les tarifs n'ont pas suivi cette progression. En 2023-2024, le ratio coûts-revenus atteignait 102,1 %, révélant un sous-financement critique et structurel⁷.

Le tarif horaire d'en moyenne 85 \$ ne permet pas de couvrir les coûts réels. À titre d'exemple, le coût réel d'une heure d'interprétation s'élevait à 124 \$ pour le SIVET en 2023, laissant un écart important à la charge des organismes. Cette situation fragilise leur capacité à planifier à long terme, à maintenir une offre stable et à répondre adéquatement aux urgences, notamment les services de garde 24/7 en contexte médical.

Par ailleurs, l'avenir des services d'interprétation repose sur des investissements accrus en technologie et en main-d'œuvre. Les outils technologiques constituent un levier essentiel pour améliorer la rapidité d'intervention, réduire les déplacements et élargir la couverture, particulièrement en région. Toutefois, ces solutions exigent des investissements structurants et récurrents.

Enfin, la pénurie d'interprètes en LSQ menace directement l'accessibilité des services. La formation initiale et continue, le mentorat et le soutien clinique sont indispensables pour garantir la rétention du personnel, mais aussi la qualité et la sécurité des interventions dans des contextes sensibles ou hautement spécialisés, comme l'urgence médicale ou la protection de la jeunesse.

Recommandation 1

Assurer un financement rehaussé, stable et structurant des services d'interprétation en LSQ afin de garantir un niveau de service adéquat pour les personnes sourdes, sourdes-aveugles et malentendantes, en couvrant l'ensemble des coûts réels associés :

- aux salaires et aux charges sociales ;
- aux déplacements et aux périodes creuses entre les affectations ;
- à la formation continue, au mentorat et au soutien clinique ;
- au développement, à l'implantation et au maintien d'outils technologiques, incluant l'interprétation à distance.

⁵ Ibid, P. 21

⁶ Ibid, P. 10

⁷ Ibid, P. 12

Vers une offre harmonisée et équitable sur l'ensemble du territoire

Malgré leur importance stratégique, les services d'interprétation en LSQ demeurent marqués par de fortes disparités régionales. Selon les territoires, la couverture varie considérablement, tant en nombre d'heures disponibles qu'en types de services admissibles. Par exemple, dans certaines zones, seuls quelques services essentiels (comme ceux chez un médecin, un dentiste ou un psychologue) sont couverts. Les usagers ont souvent droit à un nombre limité de rendez-vous, surtout lorsqu'on parle d'un spécialiste en pratique privée, les consultations subséquentes devant être assumées par l'utilisateur lui-même. En revanche, d'autres régions du Québec offrent une couverture plus étendue, englobant une variété de services, allant de rendez-vous médicaux spécialisés à des rencontres pour l'achat d'une voiture, la signature de contrats, ou encore des consultations avec des conseillers juridiques et financiers.

De plus, certaines régions sont financées par le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), tandis que d'autres relèvent d'ententes contractuelles. Les limitations budgétaires du PSOC et l'absence d'indexation exacerbent les inégalités en réduisant progressivement les services disponibles. Cette situation crée des inégalités importantes et va à l'encontre des principes d'équité et d'universalité qui sous-tendent la réforme du réseau.

Dans un contexte où Santé Québec vise à « créer de la valeur et répondre aux besoins grandissants en adéquation avec les ressources disponibles »⁸, il apparaît pertinent de s'inspirer de cette logique pour revoir la gouvernance des services d'interprétation. Une approche plus centralisée permettrait d'harmoniser l'offre, de réduire les inégalités régionales et d'optimiser l'allocation des ressources, tout en respectant les réalités locales.

Recommandation 2

Mettre en place une approche de coordination ou de centralisation provinciale des services d'interprétation, en cohérence avec la logique de Santé Québec, afin de réduire les disparités régionales, d'optimiser l'allocation des ressources et d'assurer une couverture équitable sur l'ensemble du territoire.

⁸ *Plan 2025-2028 du réseau de la santé et des services sociaux*, Santé Québec. 2025.
https://sante.quebec/inc/documents/plan_strategique-one_pager.pdf